

Conditions d'enregistrement des noms de domaine sous le domaine ".be" opéré par DNS.be

Version 5.0 – 14 mai 2011

1. Définitions

- "DNS.be" est DNS.belgique asbl, Association belge pour l'enregistrement des domaines Internet, établie à 3001 Leuven, Ubicenter, Philipssite 5, boîte 13, avec numéro d'entreprise BE046618640, organisation qui gère le domaine ".be";
- "l'agent d'enregistrement" est l'entreprise qui a conclu un contrat d'enregistrement non exclusif avec DNS.be et qui a obtenu de DNS.be le droit de solliciter l'enregistrement et le renouvellement de noms de domaine sous le domaine ".be" au nom de ses clients mais pour son propre compte;
- "le détenteur d'un nom de domaine" est la personne, l'organisation ou l'entreprise, qui détient un nom de domaine dans la zone .be ou qui a sollicité l'enregistrement d'un tel nom de domaine;
- "le consommateur" est toute personne physique ou morale qui, à des fins excluant tout caractère professionnel, est détenteur d'un nom de domaine.

2. Noms de domaine acceptables

Les noms de domaine suivants ne seront pas acceptés à l'enregistrement:

- Les noms qui ont déjà été enregistrés (principe: "first come, first served"), les noms en quarantaine, les noms qui ont été placés "out-of-support" ou "on hold".
- Les noms qui se composent d'autres caractères que "a-z", "A-Z", "0-9" et "-", ou qui commencent ou se terminent par "-" (comme recommandé dans RFC 1035, publié sur le site Web de DNS.be).
- Les noms qui sont plus courts que deux (2) ou plus longs que soixante-trois (63) caractères.
- Les noms avec "-" à la troisième et la quatrième position.

Les noms pour lesquels une demande d'enregistrement est pendante peuvent être enregistrés pour toute personne dont la demande a été complétée en premier lieu, nonobstant toute autre demande qui ne serait pas encore complétée. Une demande est complétée si elle est acceptée par le système informatique de DNS.be (et non si elle est envoyée à DNS.be) et si elle comprend les données requises par DNS.be.

Le refus d'enregistrer un nom de domaine ne fait naître aucun droit (de priorité ou autre) au profit du demandeur. Le demandeur peut introduire une nouvelle demande, en concurrence avec autrui, si un tel nom devient plus tard disponible au public.

3. Droit d'usage

- a) Après l'accomplissement de la procédure d'enregistrement et le paiement des frais d'enregistrement, DNS.be octroie au détenteur d'un nom de domaine le droit exclusif d'utiliser le nom de domaine qui fait objet de la demande.
- b) Ce droit d'usage est valable pour une période d'un an et peut être renouvelé pour autant que les frais de renouvellement soient acquittés.
- c) Un nom de domaine est placé "on hold" dès que DNS.be est informé qu'une procédure judiciaire – devant un tribunal ou autre – concernant ce nom de domaine a été entamée. Un nom de domaine placé "on hold" ne peut pas être transféré, ni supprimé et les données du détenteur ne peuvent pas être modifiées. Le détenteur peut cependant continuer à utiliser le nom de domaine.
- d) DNS.be peut, à tout moment, mettre fin au droit d'usage si le détenteur du nom ne respecte pas, ou plus, les conditions d'enregistrement du nom de domaine. En cas de non-respect des conditions générales, DNS.be peut envoyer un avertissement par courrier électronique à l'agent d'enregistrement et au détenteur, les informant que le droit d'usage prendra fin si l'avertissement n'est pas rencontré endéans les 14 jours.
- e) Après échéance du droit d'usage et pour autant qu'il ne résulte pas de circonstances telles que décrites en point d) de cet article, le nom de domaine concerné sera placé en quarantaine pour une période de 40 jours. Pendant cette période, sur demande du détenteur et moyennant le paiement des frais de réactivation, l'agent d'enregistrement a la possibilité de rétablir le nom de domaine dans son état d'origine. A la fin de cette période et pour autant qu'aucune réactivation n'ait été

effectuée, le nom de domaine concerné est à nouveau disponible à l'enregistrement.

- f) Un nom de domaine a le statut "out-of-support" lorsque le contrat entre DNS.be et l'agent d'enregistrement concerné a pris fin et que DNS.be a demandé au détenteur de désigner un nouvel agent d'enregistrement.

4. Frais et paiement

- a) Le détenteur d'un nom de domaine est informé du fait que l'agent d'enregistrement, agissant en son nom, doit payer les frais d'enregistrement initiaux ainsi que les frais de renouvellement, conformément au contrat entre l'agent d'enregistrement et DNS.be.
- b) L'agent d'enregistrement a accès au système informatique de DNS.be afin de vérifier le statut et la date d'expiration des noms de domaine qu'il gère. L'agent d'enregistrement a la responsabilité d'avertir en temps utile le détenteur que le droit d'usage de ses noms de domaine sont à renouveler.
- c) DNS.be n'est pas responsable du défaut de paiement par l'agent d'enregistrement (indépendamment du fait que le détenteur du nom de domaine ait payé l'agent d'enregistrement) qui peut entraîner l'annulation ou le non enregistrement d'un nom de domaine.

5. Obligation d'avoir une adresse électronique

Le détenteur d'un nom doit disposer d'une adresse électronique en service qui est insérée dans la banque de données de DNS.be. Cette adresse électronique sera employée pour les communications officielles entre DNS.be et le détenteur, et elle doit être tenue à jour par l'agent d'enregistrement. Si l'adresse électronique n'est plus à jour, le détenteur doit contacter son agent d'enregistrement et lui demander de la remplacer. L'agent d'enregistrement est tenu de modifier l'adresse électronique sur simple demande du détenteur du nom de domaine. Au cas où l'adresse électronique n'est pas tenue à jour, le détenteur viole les présentes conditions et DNS.be sera en droit de mettre fin au droit d'usage, comme il est prévu à l'article 3.

6. Contrat entre détenteur d'un nom et agent d'enregistrement

- a) Le détenteur d'un nom ne peut effectuer la procédure d'enregistrement et de renouvellement auprès de DNS.be que par l'intermédiaire d'un agent d'enregistrement autorisé agissant au nom du détenteur mais pour son propre compte. DNS.be publiera une liste des agents d'enregistrement autorisés sur son site Web, ainsi que le contrat type entre DNS.be et l'agent d'enregistrement. DNS.be n'est pas partie prenante au contrat entre le détenteur et son agent d'enregistrement et n'a aucune obligation ou responsabilité résultant d'un tel contrat.
- b) Si un agent d'enregistrement n'a plus d'autorisation, parce que le contrat avec DNS.be a pris fin, DNS.be a l'obligation d'envoyer un courrier électronique aux détenteurs les informant que leurs noms de domaine sont mis "out-of-support" et qu'ils doivent choisir un autre agent d'enregistrement dans un délai d'un mois. Si le détenteur n'a pas désigné de nouvel agent d'enregistrement, endéans ce délai, le droit d'usage prendra fin au terme de sa durée normale, sans possibilité de prolongation. Le nom de domaine restera "out-of-support", soit pendant trois mois après l'envoi du courrier électronique de DNS.be, soit deux mois après la fin du droit d'usage, selon le délai le plus long.

Tant que le nom de domaine est "out-of-support", le détenteur peut désigner un nouvel agent d'enregistrement qui peut formuler une demande motivée à DNS.be en vue de devenir le nouvel agent d'enregistrement du détenteur et de reprendre le droit d'usage au cas où il aurait pris fin.

- c) Lorsqu'un détenteur veut transférer son nom de domaine vers un autre agent d'enregistrement, la procédure suivante sera d'application. Le détenteur du nom de domaine contacte l'agent vers lequel il désire transférer son nom afin que ce dernier requière un code de transfert auprès de DNS.be. DNS.be envoie alors ce code vers l'adresse électronique du détenteur du nom de domaine, à l'adresse mentionnée dans la banque de données de DNS.be. Le détenteur du nom procure ce code à son nouvel agent d'enregistrement, qui initie alors le transfert au moyen de ce code. L'application interne de DNS.be contrôle si le code de transfert fourni correspond bien au nom de domaine pour lequel il a été requis. Si le code-check est positif le transfert est effectué sur le champ. Ce code de transfert reste valable pendant

- d) Lorsqu'un détenteur souhaite transférer son nom de domaine à un tiers, l'agent d'enregistrement de ce dernier doit initier la procédure mentionnée au point c) de cet article, au moyen du code de transfert que ce tiers aura reçu du détenteur du nom de domaine.
- e) L'aboutissement réussi des procédures des points c) et d) de cet article entraîne le début d'un nouveau droit d'usage pour les noms de domaine concernés ainsi que la facturation des frais d'enregistrement initiaux tels qu'indiqués à l'article 4, a). Il ne sera procédé à aucun remboursement des frais d'enregistrement qui portent sur la période initiale d'usage.

7. Protection de la vie privée

- a) Le détenteur d'un nom de domaine autorise DNS.be à traiter les données à caractère personnel et autres données requises pour le fonctionnement du système des noms de domaine « .be ». DNS.be ne fera pas usage des données dans un but autre que la gestion de la zone des noms de domaine .be et les services liés à cette gestion. DNS.be ne transférera les données à des tiers que si les autorités publiques (locales ou fédérales, judiciaires ou administratives) l'ordonnent, si l'institution de règlement des litiges visée à l'article 10 le demande ou en cas d'application des dispositions prévues dans le paragraphe (c) du présent article. Le détenteur d'un nom bénéficie du droit d'accès à ses données à caractère personnel et du droit d'obtenir la rectification de toute donnée à caractère personnel inexacte qui le concerne.
- b) Le détenteur d'un nom avertira immédiatement DNS.be, par l'intermédiaire de l'agent d'enregistrement, de tout changement de dénomination, d'adresse, d'adresse courrier électronique, de numéro de téléphone et de fax. Toute omission ou retard à informer DNS.be de tels changements peut entraîner la fin du droit d'usage.
- c) Afin de garantir la transparence du système de nom de domaine à l'égard du public, le détenteur d'un nom autorise DNS.be à rendre disponibles sur son site Web (via la fonction de recherche appelée WHOIS), outre un certain nombre de données techniques, les données à caractère personnel suivantes:
 - le nom, l'adresse et le numéro de téléphone et de fax du détenteur ;
 - la date de l'enregistrement + statut du nom de domaine;
 - l'adresse électronique du détenteur ;
 - la langue de la procédure d'arbitrage visée dans l'article 10.

Le détenteur d'un nom autorise également DNS.be à transférer ces données à des tiers dans le cadre de services d'information ou de surveillance des noms de domaine.

Contrairement aux deux alinéas précédents, le nom, l'adresse, les numéros de téléphone et de fax du détenteur d'un nom ne seront pas disponibles via le site web (via la fonction de recherche appelée WHOIS) et ne seront pas transmis à des tiers pour autant que le détenteur soit une personne privée.

En dérogation à ce qui précède, une tierce personne qui voudrait connaître les données d'un détenteur (personne privée) de nom de domaine, peut introduire une requête motivée auprès de DNS.be, qui jugera de la légitimité de la demande (p.ex. procédure judiciaire) et de la suite à y réserver.

8. Déclaration et garanties

- a) Le détenteur d'un nom déclare et garantit que :
 - 1° toutes les déclarations (y explicitement comprises les données de contact du détenteur du nom de domaine) faites lors de la procédure d'enregistrement et pendant la durée du droit d'usage sont complètes et précises ;
 - 2° l'enregistrement du nom de domaine ne violera pas de quelque façon que ce soit les droits de tiers ;
 - 3° le nom de domaine n'a pas été enregistré dans un but illicite;
 - 4° il n'est pas fait usage d'un nom de domaine qui viole les lois ou règlements applicables quels qu'ils soient, tel qu'un nom qui contribue à la discrimination sur base de la race, la langue, le sexe, la religion ou l'opinion politique ;
 - 5° le nom de domaine n'est pas contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs (par exemple des noms obscènes ou injurieux);
 - 6° le nom de domaine n'est pas enregistré avec des données de contact qui auraient pour but de masquer la véritable identité du détenteur du nom.

- b) DNS.be ne sera tenue responsable pour aucun dommage, quel qu'il soit, direct ou indirect, en ce compris un manque à gagner, quel que soit son origine, contractuelle ou (quasi-)délictuelle, un acte de négligence, découlant de, ou lié à, l'enregistrement ou l'usage d'un nom de domaine ou l'usage du logiciel de DNS.be ou de son site Web, même si DNS.be a été informée de la possibilité d'un tel dommage, concernant par exemple:
 1. L'enregistrement ou le renouvellement (ou le défaut d'enregistrement ou de renouvellement) pour un détenteur ou pour un tiers en raison d'une erreur quant à leur identité;
 2. La perte de l'autorité de DNS.be d'enregistrer les noms de domaines « .be »;
 3. Les droits de tiers à un nom de domaine;
 4. Des défauts ou problèmes techniques ;
 5. Les actes ou la négligence des agents d'enregistrement concernant la demande, l'enregistrement ou le renouvellement des noms de domaine ayant pour effet le non enregistrement ou l'annulation du nom de domaine.

Le quatrième point n'est toutefois pas applicable si le détenteur de nom de domaine est un consommateur.

DNS.be fera de son mieux pour fournir ses services conformément aux « best practices standard » adoptés et approuvés dans le contexte national ou international.

Le détenteur d'un nom indemnise DNS.be contre toute réclamation (et les coûts et dépenses qui en résultent, y compris les frais d'avocats) relative à l'usage ou à l'enregistrement d'un nom de domaine qui viole les droits d'un tiers.

Tout litige entre le détenteur et DNS.be doit être porté devant les tribunaux de Bruxelles et sera régi par le droit belge, à moins que le consommateur n'ait, en vertu de la loi, le droit de porter le litige devant un autre tribunal ou de faire appliquer une autre législation.

9. Modification des conditions générales

- a) Les règles de la procédure d'enregistrement d'un nom de domaine sont évolutives et sujettes à modifications.
- b) Si DNS.be décide de modifier ces règles, elle rendra ces nouvelles règles accessibles au public en les publiant sur son site Web au moins trente (30) jours avant leur entrée en vigueur. Toute procédure d'enregistrement sera traitée conformément aux règles en vigueur à la date où la procédure d'enregistrement a été complétée.
- c) Par dérogation au point b), DNS.be peut modifier les règles techniques d'enregistrement de l'article 2 sans devoir appliquer ce délai minimal de trente (30) jours. De telles modifications entreront en vigueur dès qu'elles auront été annoncées sur le site Web de DNS.be. DNS.be peut uniquement utiliser cette procédure pour autant que les modifications semblent justifiées dans le contexte technique national ou international et pour autant qu'elles visent à empêcher de cette façon les enregistrements de nature spéculative.
- d) DNS.be n'informer pas personnellement les détenteurs dont les noms de domaine ont été rejetés par le passé, des règles nouvelles, même si les noms rejetés sont admissibles en vertu des règles nouvelles.

10. Lignes directrices pour la résolution des litiges

- a) Procédure de résolution des litiges. Le détenteur d'un nom est tenu de se soumettre à une procédure de résolution des litiges pour tout litige décrit ci-dessous et accepte l'autorité de l'institution de règlement des litiges agréée. Il accepte que cette procédure se déroule devant une institution de règlement des litiges parmi celles qui sont agréées par DNS.be. DNS.be publie la liste des institutions agréées sur son site Web. La procédure se déroule dans la langue choisie par le détenteur lors de l'enregistrement et est menée conformément aux règles de la procédure de résolution des litiges applicable au moment où la plainte est introduite.
- b) Litiges concernés.
 1. Dans le cadre de la procédure de résolution des litiges, le tiers (le « Plaignant ») doit faire valoir et prouver, conformément aux règles de procédure de l'institution de règlement des litiges, que:
 - (i) le nom de domaine du détenteur est identique ou ressemble au point de prêter à confusion à une marque, un nom commercial, une dénomination sociale ou un nom de société, une indication géographique, une appellation d'origine, une indication de provenance, un nom de personne ou une dénomination d'une entité géographique sur lequel le Plaignant a des droits; et
 - (ii) le détenteur n'a aucun droit sur le nom de domaine ni aucun intérêt légitime qui s'y attache ; et

(iii) le nom de domaine du détenteur a été enregistré ou utilisé de mauvaise foi.

2. La preuve de ce que le nom de domaine a été enregistré ou est utilisé de mauvaise foi peut être établie, entre autres, par les circonstances ci-après:

- les faits montrent que le nom de domaine a été enregistré ou acquis essentiellement aux fins de vendre, de louer ou de céder d'une autre manière ce nom de domaine au Plaignant qui est le détenteur de la marque, nom commercial, dénomination sociale ou nom de société, indication géographique, appellation d'origine, indication de provenance, nom de personne ou dénomination d'une entité géographique, ou à un concurrent de celui-ci, à titre onéreux et pour un prix excédant le montant des frais en rapport direct avec l'acquisition de ce nom de domaine ;
- le nom de domaine a été enregistré en vue d'empêcher le détenteur de la marque, nom commercial, dénomination sociale ou nom de société, indication géographique, appellation d'origine, indication de provenance, nom de personne ou dénomination d'une entité géographique d'utiliser le nom de domaine, et le détenteur du nom est habitué à une telle pratique ;
- le nom de domaine a essentiellement été enregistré en vue de perturber les opérations commerciales d'un concurrent ;
- en utilisant ce nom de domaine, le détenteur a sciemment tenté d'attirer, à des fins lucratives, les utilisateurs de l'Internet sur un site Web ou autre espace en ligne lui appartenant, en créant une probabilité de confusion avec la marque, le nom commercial, la dénomination sociale ou le nom de société, l'indication géographique, l'appellation d'origine, l'indication de provenance, le nom de personne ou la dénomination d'une entité géographique du Plaignant en ce qui concerne la source, le sponsoring, l'affiliation ou l'approbation du site Web ou autre espace en ligne du détenteur ou d'un produit ou service qui y est proposé ;
- le détenteur a fait enregistrer un ou plusieurs noms personnels sans qu'il y ait un lien démontrable entre le détenteur et le(s) nom(s) enregistré(s).

3. Lorsque le détenteur d'un nom reçoit une plainte, la preuve de ses droits sur le nom de domaine ou de son intérêt légitime qui s'y attache peut être établie, en particulier, par l'une des circonstances ci-après :

- avant d'avoir eu connaissance du litige, le détenteur a utilisé le nom de domaine ou un nom correspondant au nom de domaine en vue d'offrir de bonne foi des produits ou des services, ou a fait des préparatifs sérieux à cet effet ;
- le détenteur est connu en tant qu'individu, entreprise ou autre organisation sous le nom de domaine considéré, même sans avoir acquis des droits sur une marque de produits ou de services ; ou
- le détenteur fait un usage non commercial légitime ou un usage loyal du nom de domaine sans intention de détourner à des fins lucratives les consommateurs en créant une confusion ni de ternir la marque, le nom commercial, la dénomination sociale ou le nom de société, l'indication géographique, l'appellation d'origine, l'indication de provenance, le nom de personne ou la dénomination d'une entité géographique en cause.

c) **Règles de procédure.** Les règles de procédure de l'institution de règlement des litiges prévoient les délais applicables, les démarches pour initier et mener une procédure et pour désigner un Tiers Décideur qui connaîtra le litige.

Les règles de procédure déterminent également les frais qui seront payés par le Plaignant.

L'institution de règlement des litiges publie les règles de procédure sur son site Web.

d) **Non-intervention de DNS.be.** DNS.be ne prend pas part et ne prendra en aucun cas part à l'administration ou au déroulement d'une procédure devant le Tiers Décideur. En outre, ni la responsabilité de DNS.be, ni celle de l'institution de règlement des litiges ou du Tiers Décideur ne pourrait être engagée pour des fautes commises par l'un d'eux lors de la résolution de litiges, sauf pour faute intentionnelle.

e) **Mesures de réparation.** Les mesures de réparation pouvant être demandées et obtenues par le Plaignant, dans le cadre de la procédure devant le Tiers Décideur, seront limitées à l'annulation de l'enregistrement du nom de domaine ou au transfert du nom de domaine au Plaignant.

f) **Notification et publication.** L'institution de règlement des litiges est tenue de publier toute décision définitive sur son site Web pendant une période raisonnable. Elle communique également ses décisions à DNS.be. Si le détenteur est impliqué dans d'autres procédures juridiques ayant trait aux noms de domaine dont il est détenteur, celui-ci a également l'obligation de communiquer la décision finale à DNS.be. DNS.be a le droit de publier les décisions visées par cet article. Lorsque le détenteur du nom de domaine, ou le plaignant, est une personne physique, DNS.be ne mentionnera pas son adresse.

g) **Tribunaux compétents.** La procédure de résolution des litiges n'empêche pas le détenteur ou le Plaignant de porter le litige devant un tribunal compétent indépendant, avant, pendant ou après la procédure de résolution des litiges. Si le Tiers Décideur décide que l'enregistrement du nom de domaine doit être annulé ou transféré, DNS.be exécutera cette décision 15 jours après avoir été informée par l'organisme de règlement des litiges de la décision du Tiers Décideur à moins que le détenteur n'ait entamé dans ce délai la procédure d'appel de la résolution des litiges. Ce délai d'appel est également une date d'échéance. Si le détenteur a introduit l'appel à temps, DNS.be ne prendra aucune autre mesure (et gardera le nom de domaine "on hold") tant que la procédure d'appel sera en cours.

h) **Autres litiges.** Tout autre litige entre le détenteur d'un nom et une partie autre que DNS.be au sujet de l'enregistrement du nom de domaine, qui ne relève pas de la procédure de résolution des litiges, sera réglée par voie judiciaire, par arbitrage ou par toute autre procédure pouvant être invoquée.

i) **Défenses.** DNS.be ne prendra en aucune façon part à un litige opposant le détenteur d'un nom à une partie autre que DNS.be en ce qui concerne l'enregistrement et l'utilisation du nom de domaine, que ce litige soit soumis à la procédure de résolution des litiges ou à toute autre procédure. Le détenteur du nom ne peut pas citer DNS.be comme partie ni l'associer d'aucune manière à une telle procédure. Dans le cas où DNS.be serait néanmoins désignée comme partie, elle se réserve le droit de recourir à tout moyen de défense qu'elle jugera approprié et de prendre toute autre mesure nécessaire pour assurer sa défense.

j) **Nom de domaine "on hold".** Dès qu'une demande de procédure de résolution des litiges a été dûment déposée auprès de l'institution de règlement des litiges et que les frais nécessaires ont été payés, l'institution de règlement des litiges informera DNS.be de l'identité du Plaignant et du nom de domaine concerné. DNS.be placera immédiatement le nom de domaine concerné "on hold", selon l'article 3 des présentes conditions. Le nom de domaine demeure "on hold" jusqu'à la fin de la procédure comme décrit plus haut au paragraphe (g).

k) **Coûts de la résolution des litiges.** Les coûts de la résolution d'un litige sont à charge du Plaignant. Toutefois, si le Tiers Décideur décide que l'enregistrement du nom de domaine doit être annulé ou transféré, DNS.be remboursera la totalité de ces coûts au Plaignant et récupérera la somme remboursée auprès du détenteur du nom de domaine en tort. Le détenteur du nom de domaine s'engage à restituer les sommes ainsi remboursées à la première demande de DNS.be. Le détenteur du nom de domaine ne peut exercer aucun recours contre DNS.be, l'institution de règlement des litiges, le Tiers Décideur ou le Plaignant pour cause de perte financière. Pour le détenteur du nom de domaine, la perte financière potentielle est le risque pris pour l'enregistrement spéculatif de noms de domaine sur lesquels des tiers ont des droits.

Le règlement de remboursement décrit à l'alinéa précédent n'est pas applicable en cas de procédure d'appel du règlement des litiges. Les coûts de la procédure d'appel sont à charge de la partie qui initie cette procédure.

Les coûts, mentionnés dans cet article, se rapportent uniquement aux coûts administratifs de la résolution des litiges selon l'article 10 et non aux frais et honoraires de l'assistance judiciaire des parties.

11. **Divisibilité du contrat**

Dans le cas où une ou plusieurs dispositions des conditions d'enregistrement seraient ou deviendraient nulles, inexécutables ou illégales, les autres dispositions restent toutefois en vigueur. DNS.be et les détenteurs de noms de domaine s'accordent également pour remplacer la disposition nulle, inexécutable ou illégale par une disposition valable, dont l'esprit sera le plus proche possible de celui de la disposition réputée nulle, inexécutable ou illégale.